

Initiative des Centres d'Excellence de l'Union Européenne pour la réduction des risques nucléaires radiologiques, biologiques, et chimiques (NRBC)

Projet P108

NDICI THREATS FPI /2024/453-740

Renforcement du cadre juridique et des capacités techniques en matière de sécurité, défense et fraude alimentaire au sein des pays de la façade Atlantique africaine

Termes de références

I. Information générales

Intitulé de la mission	Expertise perlée Communication et Sensibilisation sur Sécurité de la chaîne alimentaire.
Pays ou zone géographique	Façade Atlantique africaine : Bénin, Cameroun, Gabon, Côte d'Ivoire, Liberia, Mauritanie, Maroc, Sénégal, Sierra Leone, Togo
Référence du projet	Projet P108 - 24SSE0C263
Mobilisation	100 jours estimés
Date de démarrage souhaitée	ASAP

II. Contexte du projet

Ce projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et à prévenir les fraudes alimentaires dans une région spécifique (la façade atlantique de l'Afrique). L'objectif principal est de s'assurer que les populations aient accès à des aliments sûrs et bien contrôlés, en améliorant les cadres législatifs, les capacités techniques et les moyens de réponse aux crises alimentaires.

Le projet sera mis en œuvre au profit des pays membres non-UE des Centres d'Excellence CBRN de l'UE, qui appartiennent à la région CBRN de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Cameroun, Gabon, Côte d'Ivoire, Liberia, Mauritanie, Maroc, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Ce projet s'inscrit dans une approche régionale, favorisant l'harmonisation des politiques et des pratiques en matière de sécurité alimentaire. Il inclut plusieurs axes d'intervention : la coordination stratégique, l'analyse légale et technique, le renforcement des capacités, et la communication et sensibilisation.

III. Description de la mission

Sous l'autorité du Chef de projet, l'expert en communication sera responsable d'assurer la visibilité du Projet 108 - initiative des Centres d'excellence (CoE) et de ses partenaires, en se concentrant sur l'action



elle-même - à travers ses activités - mais aussi sur les raisons pour lesquelles il est nécessaire. La stratégie de communication et les actions mises en œuvre par l'expert devront également porter une attention particulière aux valeurs et intérêts partagés de l'Action et devra respecter les règles de visibilité et de communication des donateurs et partenaires ainsi que celles de l'Expertise France.

Les activités de communication menées dans le cadre du projet sont également un élément crucial pour la réussite de ses modules de travail. Une stratégie de communication sera donc élaborée pour la promotion du projet et la diffusion des résultats.

Objectifs

- Une stratégie de communication régionale sera élaborée, mise en œuvre et, si nécessaire, affinée
- Des documents de communication sont élaborés, mis à jour et diffusés aux partenaires
- Diffuser le matériel et le contenu de communication aux parties prenantes, partenaires et publics cibles du projet par les divers médias utilisés.
- Gérer les relations avec les médias locaux (journalistes du pays d'intervention) lors des événements régionaux : revue de presse, dossier de presse locale, etc.
- Gérer les commandes et les relations avec les prestataires de communication (imprimeurs, fournisseurs audiovisuels, graphistes, agences événementielles, etc.
- Gérer et suivre le budget de communication du projet
- Les communiqués de presse pour chaque première activité de chaque Work Package et pays seront préparés par l'expert en communication afin de promouvoir les objectifs du projet et d'informer sur les résultats des activités menées
- (si nécessaire) Un site web public sera créé pour promouvoir le projet et diffuser les résultats.

Résultats attendus

La stratégie de communication ainsi que les documents de communication contribueront à répondre aux activités et aux livrables dans différents ensembles de travail liés aux points de communication :

STRATEGIE DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE

- ❖ Plan de communication validé par les partenaires et donateurs, avec une stratégie claire pour chaque étape du projet.

MATERIELS DE COMMUNICATION

- ❖ Supports de sensibilisation : brochures, affiches, vidéos, communiqués de presse, newsletters.
- ❖ Documents techniques et rapports adaptés aux thématiques du projet.

DIFFUSION ET MEDIATISATION

- ❖ Organisation de campagnes de communication dans les 10 pays partenaires.
- ❖ Couverture médiatique lors des événements majeurs (revues de presse, dossiers médiatiques).

PLATEFORMES NUMERIQUES (besoin à évaluer)

- ❖ Mise en place d'un site web pour la promotion du projet, si validé par les donateurs.
- ❖ Gestion d'un extranet pour le partage d'informations entre partenaires.

APPUI A LA FORMATION ET AU RENFORCEMENT DES CAPACITES

- ❖ Production de guides et manuels pour appuyer les équipes locales dans leurs activités de communication.
- ❖ Formation des points focaux sur les outils et techniques de communication.

SUIVI ET EVALUATION

- ❖ Rapports évaluant l'impact des activités de communication et proposant des recommandations pour améliorer la stratégie.

Livrables attendus

1. Plan de communication et de visibilité : Un document stratégique comprenant un plan détaillé et une stratégie de sortie conforme aux directives de l'UE.
2. Matériels de sensibilisation : Production de brochures, affiches, vidéos explicatives et autres supports multimédias.
3. Rapports et évaluations : Documents d'analyse sur l'impact des activités de communication et recommandations stratégiques.
4. Site web public (si approuvé) : Création, gestion et mise à jour d'un site web pour le projet.
5. Plateforme extranet (si besoin) : Mise en place et gestion d'un espace collaboratif en ligne pour les partenaires.
6. Communiqués de presse : Rédigés pour chaque activité importante dans les pays partenaires.

Le travail de l'expert devra se conformer aux règles financières et administratives en vigueur dans le cadre des projets financés par l'UE. Un calendrier précis sera fourni par l'équipe de gestion, et toute modification devra être approuvée par le chef de projet. L'expert devra également veiller à respecter les contraintes budgétaires et fournir des rapports réguliers sur l'utilisation des ressources allouées.

Période de travail : Février 2024 à novembre 2027

Nombre de jours de travail estimés : 100 jours

IV. Profil souhaité

Les profils des experts devront être soumis via leur CV Europass.

Formation :

Master/Doctorat en communication, relations internationales, journalisme, sciences politiques ou tout autre domaine pertinent.

Expérience professionnelle :

- Minimum de 10 ans d'expérience en communication stratégique, relations publiques et gestion de la communication institutionnelle, idéalement dans des projets internationaux en Afrique de l'Ouest.
- Expertise en développement et mise en œuvre de stratégies de communication dans des contextes liés à la sécurité alimentaire, la défense et la fraude alimentaire.
- Expérience avérée dans la conception et la diffusion de supports de communication (rapports, articles, communiqués, campagnes médiatiques, supports audiovisuels, etc.).
- Maîtrise des outils et techniques de communication digitale, y compris les réseaux sociaux, les plateformes web et la production de contenu multimédia.
- Expérience dans la gestion de la communication institutionnelle avec des organisations régionales (CEDEAO, UEMOA, Union Africaine).
- Expérience en sensibilisation et engagement des parties prenantes, y compris les autorités publiques, les organisations de la société civile et les médias.
- Connaissance approfondie des enjeux de communication liés aux projets financés par l'Union européenne et des exigences en matière de visibilité et de reporting.
- Excellente capacité rédactionnelle en français et en anglais.

Informations complémentaires

Documents à fournir au plus tard le 16 février :

- Un CV
- Une lettre de motivation
- Une note méthodologique d'une page sur l'approche proposée pour la mission
- Trois références professionnelles incluant contacts mails et/ou téléphoniques

Les candidatures reçues seront examinées à leur réception, Expertise France pourra contacter les candidats avant la date finale



Financé par l'Union
européenne

With the support of

